tune, maudit ceux qui se sont tant joués de lui, je ne saurai, en vérité, m'empêcher d'applaudir à sa colère, à son ressentiment.

S'il était utile, pour devancer toute contestation des faits que je publie, d'invoquer quelque nouveau témoignage à l'appui de ces faits, je me servirais de celui de M. le comte Benedetti lui-même.

M. Benedetti — je l'ai mentionné dans mon livre intitulé l'Empereur Napoléon III — avait, à Versailles, un vieil ami qu'il visitait quelquefois. Cet ami, qui se nommait M. Eugène Bazin, avait été jadis mêlé au mouvement révolutionnaire de 1848 et, depuis, était rentré dans la retraite. Mon père avait avec lui des relations très affectueuses et il me portait une toute particulière sympathie. Or, comme, une après-midi, je me présentai chez lui, je le trouvai ému, bouleversé, indigné.

Etonné, je le regardai, interrogateur, croyant à quelque catastrophe familiale.

Il comprit mon attitude et, venant à moi, il me dit :

— Vous me voyez troublé et vous vous demandez la cause de mon agitation, n'est-ce pas? Eh bien, mon cher enfant, Benedetti sort d'ici, et il m'a révélé des choses terribles.

De plus en plus surpris, je m'assis et j'écoutai.

- Oui... des choses terribles... répéta M. Bazin.

Et il eut ce murmure:

- Les misérables... les misérables...

Puis, se tournant résolument vers moi silencieux toujours et impatient de connaître ces choses terribles qu'avait dites M. Benedetti, il parla ainsi:

- Benedetti sort d'ici, je le répète, et il m'a fait, sur la déclaration de guerre, une narration stupéfiante. C'est bien à tort qu'on l'accuse de n'avoir pas été à la hauteur de ses fonctions, en 1870, lors de ses entrevues, à Ems, avec le roi de Prusse. C'est bien à tort que l'on croit qu'il n'a point mis son gouvernement au courant de ce qui se passait. Benedetti a fait part - il vient de me l'apprendre - au duc de Gramont, de ses entretiens avec le roi, et il ne comprend pas encore comment le cabinet des Tuileries a pu laisser s'accréditer la légende mensongère d'un affront fait, par le souverain prussien, au représentant de la France, car il affirme avoir adressé à Paris la dépêche exacte de son dernier entretien avec lui. Le roi se montra un peu impatient, il est vrai, dans ce dernier entretien, mais il n'abandonna point sa correction habituelle; et comme Benedetti n'a même point relaté cette impatience dans son rapport, il cherche encore le pourquoi du silence qui semble avoir été organisé autour de sa correspondance. Cette correspondance, communiquée aux Chambres, pouvait, il en est certain, malgré la dépêche de M. de Bismarck, adressée aux cabinets européens, conjurer tout conflit. Quel dramatique mystère enveloppe donc toutes ces choses, et combien sont coupables ceux qui ont laissé s'accomplirant d'abominations!

Je notai, alors, les paroles de M. Eugène Bazin. Elles m'ont servi de point d'appui, dès le jour où elles furent prononcées, dans mes recherches sur les causes et sur les responsabilités de la guerre de 1870. Ainsi que M. Bazin, je demeurai « assommé » par cette révélation. J'ignorais, en ce temps, l'intrigue colossale qui s'était formée autour de l'Empereur, dans une criminelle insouciance des intérêts du pays. M. le comte Benedetti n'était point, j'en ai l'assurance, du complot que dirigeait l'Impératrice, et peut-être n'a-t-il appris, même, que par mes récits, le « pourquoi » de ce silence qui avait accueilli son rapport.

Je le répète, M. le duc de Gramont, sur la prière impérieuse de la souveraine, mit la dépèche de M. Benedetti dans sa poche — pour me servir d'une expression vulgaire; — et si cette dépêche ne se trouve pas, actuellement, dans les archives du ministère des Affaires Etrangères, c'est qu'elle a été,

sans nul doute, non seulement tenue secrète en 1870, mais détruite.

Faut-il qu'une preuve décide encore de la responsabilité indéniable de l'Impératrice dans cette aventure?

M. Louvet, l'un des collaborateurs de M. Emile Ollivier, dans le ministère du Deux-Janvier, l'apportera.

M. Louvet, qu'on ne saurait suspecter de sentiments impérialistes et qui était l'un des ministres libéraux le plus combattus par les autoritaires du Corps législatif, M. Louvet n'hésite pas à déclarer que l'Empereur repoussait, de toutes ses forces, l'éventualité d'une guerre et que, sur cette question, il était en absolu désaccord avec l'Impératrice.

M. Louvet ajoute que l'Empereur, malade, était comme accablé sous la douleur et sous l'effroi; mais que l'Impératrice, très résolue, marchait droit au but qu'elle souhaitait d'atteindre. Il lui fallait une guerre à la faveur de laquelle elle bousculerait l'opposition libérale et rétablirait le pouvoir personnel des premières années du règne napoléonien.

M. Louvet nous apprend que M. le duc de Gramont qui hésitait encore entre ses devoirs de Français et sa soumission aux volontés de l'Impératrice, proposa au Conseil des ministres présidé par Napoléon III, que l'on convoquât un congrès des grandes puissances pour régler le différend qui divisait alors la France et la Prusse et imposer une décision aux deux nations rivales.

En entendant ces paroles, l'Empereur s'écria: — « C'est le salut! » — Et l'on convint de communiquer, aussitôt, la proposition de M. de Gramont, approuvée unanimement, aux Chambres. Mais, par suite de circonstances imprévues, cette communication dut être renvoyée, et lorsque l'Empereur, en sortant du Conseil, arriva à Saint-Cloud, il y trouva l'Impératrice très exaltée et furieuse des retards apportés à une déclaration d'hostilités. La Cour joignait ses clameurs aux siennes et le souverain qui s'apprétait à exprimer des assurances de paix, sembla, en cet instant, comme un être abandonné au milieu d'insensés.

Ce tableau de la Maison impériale est terrifiant. Il est vrai, pourtant, puisque c'est un homme comme M. Louvet qui le retrace.

L'Empereur passa, silencieux, devant ses familiers, devant les personnages habituels du parti de sa compagne, assemblés là comme pour l'appel à la curée suprême, et lorsqu'on se mit à table, il laissa ces hommes et ces femmes qui se disposaient à bien manger, discourir, sans se mêler à leurs propos.

Profondément triste, il entra bientôt dans son cabinet où les ministres vinrent le rejoindre vers onze heures du soir.

C'est alors que l'intrigue ourdie, par les partisans de la guerre, se fait audacieuse.

L'Empereur donne l'ordre de télégraphier à chacun des ministres de se rendre à Saint-Cloud, sans tarder. Or, deux des ministres qui luttent pour la paix, ne reçoivent par leur convocation. M. Louvet et M. Segris sont oubliés et le Conseil décide que la guerresera déclarée.

Tel est le récit exposé, naguère, par M. Louvet, sur les événements de 1870. Il corrobore pleinement les affirmations que j'ai recueillies et publiées, sur ces événements.

Il serait vain, désormais, de vouloir élever une discussion autour de la genèse du conflit Franco-Allemand. J'ai suffisamment démontré que ce conflit eut pour auteurs l'Impératrice et les hommes égoïstes qui l'entouraient, en l'aidant à rejeter l'Empereur au second plan, dans la politique intérieure et extérieure de la France.

Un acte d'accusation formidable résulte de ce qui précède, contre l'Impératrice Eugénie.

Il est, en effet, acquis dorénavant, que M. le comte Benedetti informa son ministre, M. le duc de Gramont, des incidents qui avaient eu lieu, entre le roi de Prusse et lui, à Ems, et que ces incidents n'étaient, en aucune façon, de nature à faire naître des hostilités; que M. Emile Ollivier, Président du Conseil, ignora la communication de M. le comte Benedetti et ne connut, par ses agents à l'étranger, que la teneur outrageante de la dépêche de M. de Bismarck aux cabinets européens; qu'enfin, lors de la convocation d'un conseil suprême par l'Empereur, à Saint-Cloud, les télégrammes adressés par Napoléon 'III à deux de ses ministres, MM. Louvet et Segris, furent interceptés.

Si l'on rapproche ce dernier fait du secret gardé, par M. le duc de Gramont, au sujet de la correspondance de M. Benedetti, on ne peut que lever les bras au ciel et pleurer sur la France, alors victime d'une intrigue épouvantable; on ne peut que demeurer effaré devant les responsabilités colossales qu'assumait, en ce temps, l'Impératrice, pour rendre la guerre inévitable, on ne peut que se demander si on doit la condamner impitoyablement, comme l'on condamne les pires criminels, ou simplement la plaindre, comme l'on plaint les insensés.

Je ne pense pas que j'aie, encore, l'occasion de reprendre cette question soit pour apporter de nouveaux témoignages au récit que je présente, soit pour répondre à quelques démentis. Si ces témoignages me sont offerts, cependant, je les ferai connaître; si ces démentis se produisent, je les releverai.

Par une lettre qui précède, adressée au journal Le Figaro, on a vu que j'ai déjà répondu péremptoirement aux objections, aux démentis qui tendaient à atténuer l'importance de mes recherches historiques concernant la déclaration de guerre de 1870.

Le Figaro, après avoir, pendant deux années, publié mes récits anecdotiques sur le Second Empire, semble vouloir, maintenant, se particulariser en prenant vis-à-vis de moi une attitude hostile, chaque fois qu'il m'est offert d'exprimer mon sentiment, de révéler un document, un témoignage, un fait, ayant trait aux choses de la Cour des Tuileries ou à celles de la guerre Franco-Allemande.

Cette attitude pourrait me surprendre si je n'en connaissais la cause, si je n'étais en mesure de l'expliquer.

M. Francis Magnard, bien connu des écrivains par le peu de bravoure qu'il met à défendre ceux dont il sollicite la collaboration, M. Francis Magnard, après s'être réjoui de la publication que je lui apportais, s'esttout-à-coup retourné contre moi et avec la même aisance — avec la même inconscience, devrais-je

dire — dont il avait fait preuve en acceptant mes récits, il s'est fait, soudain, le défenseur de ceux qu'il m'avait autorisé à attaquer dans son journal; il s'est désavoué, tout en essayant de m'atteindre dans sa reculade, dans son repentir.

L'opinion actuelle de M. Magnard m'importe peu. Toute l'équivoque de sa conduite n'empêchera point que, pendant deux années, il ait, avec moi, fait connaître au public les frivolités de la Cour des Tuileries, ainsi que l'intrigue abominable qui rendit la guerre de 1870 inévitable.

M. Magnard est un vieil homme satisfait et fatigué qui redoute les ennuis. Après avoir débuté, au Figaro, comme petit employé de bureau, après avoir su plaire à M. de Villemessant dont il flattait les manies, dont il supportait les colères, souvent grossières, qu'il servait, insinuant et passif, dans une façon d'indispensable, d'officieux tendant la main aux pourboires généreux du maître, le dos à ses coups de botte, il s'est fait une réputation de personnage à bon sens, en s'habillant et en parlant comme Joseph Prudhomme. Il tient à conserver le calme d'une gloriole durement, péniblement acquise, et tout ce qui se dresse à l'encontre de sa quiétude, l'effraie.

Ayant tout mis en œuvre pour donner de l'impor-

tance à mes articles, ayant fait annoncer ma collaboration par l'envoi de plusieurs milliers de circulaires en province et à l'étranger, M. Magnard n'avait pas, cependant, prévu le retentissement de ces articles, et lorsqu'ils soulevèrent les clameurs des anciens familiers des Tuileries encore vivants, il eut un effroi. De cet effroi, devait naître le désaveu qu'il s'inflige aujourd'hui. On comprendra que je lui en laisse toute la responsabilité.

M. Magnard mérite plus de pitié que de mépris, en agissant ainsi.

Il n'est pas un écrivain, à proprement dire, en effet, et l'on ne saurait lui en vouloir de n'avoir pas la conscience, l'orgueil, l'honnêteté même, d'un écrivain soucieux de la sincérité, de l'indépendance de sa pensée.

M. Magnard, personnage maussade et d'une éducation douteuse, occupait, jadis, au Figaro, l'emploi de « rédacteur qui écrit avec des ciseaux, » selon la pittoresque expression de mon spirituel confrère, M. Emile Bergerat. M. Magnard découpait les principaux articles des journaux, destinés à paraître sous la rubrique : « Revue de la Presse, » et ce n'est pas dans ces fonctions peu difficiles, d'une intellectualité discutable, qu'il lui a été donné d'apprécier ce que vaut, devant soi-même ou devant le public, ce

particulier sentiment de l'honneur qui doit guider, dans sa carrière, tout écrivain digne de ce nom.

Ces quelques lignes — ce rapide portrait d'un homme qui ne tire son importance que de la grande puissance du journal qu'il dirige, non sans étonnement pour les autres, non sans étonnement pour lui-même, peut-être — pourraient suffire à expliquer sa conduite dans les circonstances qui m'ont rapproché de lui.

ll est, cependant, à cette conduite, une cause tout aussi déterminante.

M. Magnard, directement consulté par l'impératrice Eugénie, pour savoir si le Figaro consentirait à mettre un terme à mes publications, s'entendit avec l'ex-souveraine, et c'est à la suite de cette entente que mes ouvrages: Les Bals travestis et les Tableaux vivants sous le Second Empire et l'Empereur Napoléon III, qui devaient paraître dans le journal de la rue Drouot, n'y furent pas publiés. M. Magnard s'efforça, en outre, à détruire par des narrations fantaisistes et périodiques, l'effet produit par mes articles.

Le traité de paix conclu entre l'impératrice Eugénie et M. Magnard n'avait-il qu'une durée limitée? On pourrait le croire si l'on a souvenir des numéros du Figaro des 24 et 31 janvier 1894, dans lesquels parut une étude de M. le comte de Kératry, sur les Responsables de la guerre en 1870.

En cette étude, en effet, M. de Kératry n'hésite pas à dire, après moi, et confirmant ainsi mes affirmations, « qu'un parti militaire et catholique s'était créé au sein même des Tuileries, avait grandi, avait fait des recrues dans le cabinet comme dans le Parlement... que M. de Bismarck, qui avait prévu le moment psychologique où le masque pourraît être jeté, faisait encourager sous main, par ses affidés des deux sexes, les velléités belliqueuses de la nouvelle camarilla qui évoluait à la Cour de Compiègne et des Tuileries... que ce parti avait grandi aux côtés de l'Empereur et à son insu. »

M. de Kératry ajoute :

« Que M. le duc de Gramont avait l'oreille de cette coterie dont les conciliabules se tenaient en permanence... Que l'ambassadeur d'Espagne, à Paris, M. Olozaga, véritable ami de la France, esprit aussi perspicace que rompu à toutes les finesses du métier, avait compris, dès le début de la crise, le péril effroyable d'une situation qui lui avait été confiée par le maréchal Prim; aussi, sans perdre une minute, résolu à couper court à cette intrigue, dès la première heure et de sa propre initiative, il avait envoyé en Allemagne un agent sûr, dans le

30

but d'obtenir du prince Antoine toute renonciation au nom de son fils. Le télégraphe lui avait rapporté la nouvelle du succès. Aussitôt, usant de l'influence considérable dont il disposait dans son propre pays. il avait obtenu de son gouvernement une déclaration solennelle qui établissait que « l'Espagne acceptait la renonciation du prince Léopold, en prenait acte et déclarait qu'à l'avenir, le prince de Hohenzollern ne serait pas parmi les candidats au trône.» C'était un double coup de maître. La mine prussienne était éventée. Le premier télégramme avait été remis à M. E. Ollivier, qui vint aussitôt le produire triomphalement à la Chambre, dans la salle des Pas-Perdus. Le débat paraissait donc clos. Le même soir, M. Olozaga porta directement la décision de son gouvernement à Saint-Cloud. L'Empereur en félicita vivement l'ambassadeur et s'en proclama satisfait, en présence du duc de Gramont, qu'il invita à porter de suite la bonne nouvelle à M. E. Ollivier, pour se concerter avec lui sur la déclaration à faire le lendemain aux Chambres, terminant ainsi pacifiquement la question.

« Il était neuf heures : à minuit, M. de Gramont n'avait pas encore quitté les appartements où l'Impératrice recevait, et l'Empereur, survenant, lui exprima son étonnement de la négligence qu'il mettait à

exécuter ses ordres, dans une circonstance aussi grave : la presse du temps fit mention de l'incident.

« Hélas! M. de Gramont ne se tint ni pour satisfait, ni pour battu.

« Après s'être fait appuyer, le 11 juillet, par une demande d'interpellation de M. Clément-Duvernois, relative « aux garanties que le Cabinet se proposait de stipuler, pour éviter le retour de nouvelles complications avec la Prusse, » M. de Gramont enjoignait au comte Benedetti de réclamer un engagement personnel de la part du roi Guillaume :

« Pour que la renonciation produise son effet, il « est nécessaire que le Roi s'y associe et nous donne « l'assurance qu'il n'autorisera pas de nouveau la « candidature. »

« La France venait de retomber dans le piège qui lui avait été tendu.

« On sait le reste : le 15 juillet 1870, M. E. Ollivier ouvrait la séance par une demande de subsides de guerre, ainsi motivée :

« Notre désir de conserver à l'Europe les bienfaits « de la paix était tel, que nous ne rompions pas les « négociations...

« Aussi notre surprise a-t-elle été profonde, lors-« que nous avons appris hier que le roi de Prusse « avait notifié, par un aide de camp, à notre ambassa« deur, qu'il ne le recevrait plus, et que, pour donner « à ce refus un caractère non équivoque, son gouver-« nement l'avait communiqué à tous les cabinets « d'Europe. (Mouvement.) Nous apprenions en même « temps que M. le baron de Werther avait reçu l'ordre « de prendre un congé, et que des armements s'opé-« raient en Prusse.

« J'ai entre les mains des dépêches de nos deux « agents, dont je ne puis citer les noms: car, le l'en-« demain, ils seraient obligés de quitter les Cours « auprès desquelles ils sont accrédités.

« Dans la nuit du 13 au 14, les mesures militaires « commencaient en Prusse. »

« Ce fut de cette déclaration solennellement faite à la tribune par le président du Conseil, qu'est vraiment et définitivement sortie la guerre, avec tous ses désastres.

« Mais cette déclaration contenait des énonciations fausses, suscitées intentionnellement par M. de Bismarch qui voulut rendre les choses irréparables, à l'aide de son fameux télégramme du 13, et acceptées complaisamment, sans aucun contrôle, par le duc de Gramont, parce qu'elles servaient les visées de sa camarilla. »

Le Figaro aurait pu se dispenser de tenter d'in-

firmer mes récits, pour en arriver à accepter de publier l'acte d'accusation dressé par M. de Kératry contre le parti militaire et catholique, contre la camarilla qui « évoluait aux Tuileries. »

Avant M. de Kératry, en effet, j'avais fait ces révélations. M. de Kératry les complète, il est vrai, en nous apprenant cette chose énorme, effroyable : l'Impératrice retenant auprès d'elle M. de Gramont, pour que les ordres de l'Empereur, en faveur de la paix, ne soient pas exécutés!

Le Figaro n'est pas heureux, en vérité, dans son désir d'être agréable à l'ex-souveraine. N'est-ce pas lui, encore, qui, dans le numéro du 3 mars 1894, sous la signature de M. Albert Verly, nous faisait connaître un incident fort peu louable — pour employer une expression modérée — de la vie de la jeune femme.

Dans un récit concernant « l'Escadron des Cent-Gardes, » Le Figaro, parlant de l'immobilité légendaire imposée à ces militaires, lors de leurs factions, nous contait qu'un jour l'Impératrice voulant se rendre compte par elle-même de cette immobilité, se porta sur un malheureux soldat à un acte de sauvage brutalité.

Je cite textuellement:

« Tout le monde connaît l'anecdote du Prince

Impérial versant un cornet de bonbons dans une botte de cent-garde sans que le brave soldat bronchât ni se dérangeât de sa faction.

« Cette plaisanterie n'était rien à côté de la dure épreuve que l'impératrice Eugénie fit subir à un factionnaire de service aux Tuileries.

« La souveraine, mettant en doute l'immobilité absolue des hommes de sa garde particulière, devant le baron Verly, celui-ci mit Sa Majesté au défi de faire broncher un cent-garde.

« Avec toute la pétulance de son caractère, l'Impératrice s'élança aussitôt dans le corridor et fit le simulacre de donner un soufflet au colosse de garde; celui-ci ne bougea pas d'une ligne; l'Impératrice réitéra, cette fois sérieusement : même immobilité.

« La compagne de l'Empereur, vaincue, dépitée, rentra dans ses appartements et, le soir, fit envoyer cinq cents francs au cent-garde ainsi *interviewe*; ce dernier les refusa, disant qu'il était trop fier d'avoir eu, pour un instant, la main de sa souveraine sur la joue. »

Je ne sais ce que M. Magnard, si peu constant dans ses opinions, peut penser, en dehors d'arrangements spéciaux, de la femme cruelle qui se livrait à de telles équipées; mais il reconnaîtra, et le public reconnaîtra avec lui, que dans aucun de mes récits, je n'ai été aussi sévère pour l'impératrice Eugénie, que M. de Kératry et que M. Albert Verly.

La guerre de 1870, en désagrégeant la société française, en jetant dans le pays le germe d'une société nouvelle, exigeait d'être expliquée. C'est pourquoi, indépendamment de la question personnelle qui m'a occupé ici, ajoutant d'autres matériaux aux matériaux que j'ai mis, en diverses circonstances, à la disposition des historiens, et qui sont relatifs à la lutte Franco-Allemande, j'ai tenu à fixer définitivement les causes de cette lutte, la physionomie des hommes et des choses qui s'employaient à la conjurer ou à la rendre inéluctable.

Lorsque la guerre fut terminée, la société qui, sous le Second Empire, avait eu un si vif éclat, n'existait plus et, désorganisée, s'en allait un peu de tous les côtés, affolée, sans direction, pareille à un régiment en déroute dont les bataillons, disséminés, s'enfuiraient au travers de champs inconnus.

Après la paix, une société nouvelle, formée de quelques éléments de l'ancienne et de personnalités très diverses qui, durant toute l'époque impériale, étaient demeurées inactives ou avaient pris, devant le pouvoir, une attitude de militante hostilité, devait surgir du chaos des choses.